

La citation du mois

« Aujourd'hui, au Moyen Orient, quels sont les deux pays dont on entend la voix, le plus? C'est deux pays non arabes. L'Iran et la Turquie. C'est un changement profond sur le plan géopolitique (...) »

Le monde bascule. Et de ce point de vue, le conflit israélo-palestinien est en train de changer de nature. Parce que les grands acteurs internationaux engagés sur ce dossier ne seront plus forcément l'Europe et les Etats-Unis. »

Dominique de Villepin,
ancien ministre des Affaires
étrangères français.

Emission *Ce soir ou jamais*
diffusée en direct sur
France3, le 8 juin 2010, au
moment du débat sur « Le
blocus de Gaza en question ».

A la Une

Entretien au Monde – « M. Gül : privilégier l'option diplomatique avec l'Iran »

« Nous voulons laisser ouverts les canaux diplomatiques, car l'Iran est notre voisin ». Ainsi répond le président turc à Nicolas Bourcier (Le Monde, 12 juin) qui l'interroge sur les raisons du vote de la Turquie contre la résolution des Nations unies sanctionnant l'Iran pour son programme nucléaire (9 juin). Conscient des risques de « répercussions sur la Turquie », M. Gül a rappelé l'opposition de la Turquie « à la présence d'armes nucléaires dans la région ». Fier de l'initiative turco-brésilienne, il a par ailleurs souligné que « l'accord signé le 17 mai n'est pas caduc et les canaux diplomatiques restent ouverts ».



Sur le dossier nucléaire iranien, M. Gül a appelé à « garder son calme » et « poursuivre les efforts. Quand on imagine l'alternative à l'option diplomatique, on peut comprendre que nous avons raison. »

« Avez-vous l'impression de vous éloigner des Occidentaux ? », lui demande Nicolas Bourcier. « Ceux qui nous connaissent n'ont pas de telles craintes à notre égard. En revanche, si certains se laissent convaincre par de telles propagandes, il se peut qu'ils s'inquiètent », a-t-il répondu.

Interrogé sur une éventuelle rupture des relations diplomatiques avec Israël, après le raid contre la « flottille de la liberté », Abdullah Gül répond : « Il faudrait d'abord poser la question au gouvernement israélien ». Rappelant le soutien de la Turquie à son allié historique, il déplore : « apparemment, Israël n'est pas en position d'apprécier cela. Mettant à mal tous ces efforts, un assaut a été lancé contre un navire turc dans les eaux internationales (...) Un tel crime aurait pu être le fait d'organisations terroristes (...). Il me sera impossible d'oublier ni de pardonner », à moins qu'Israël « demande pardon » établisse un « système d'indemnisations ». Une rupture des relations diplomatiques est-elle envisageable? « Tout est envisageable ». « Peut-être s'agit-il d'un acte de politique interne. Il montre en tout cas qu'ils n'ont pas compris la valeur de l'amitié turque. »

Sur les négociations d'adhésion à l'UE, le président Gül explique : « Je ne veux pas critiquer l'Union européenne. Elle fait ce qu'elle veut. C'est à la Turquie de faire le nécessaire pour arriver au niveau de l'acquis communautaire » même si « le comportement de l'UE ne facilite(nt) pas les choses. Toutefois, si l'UE mettait ses lunettes stratégiques, tout deviendrait plus clair. (...) Il y a une carence dans le monde qui émane de l'Europe. Prenez les exemples de l'Iran, d'Israël et des questions liées à l'énergie, il y a un joueur qui manque. Ce joueur, c'est l'UE, qui ne sait pas utiliser son "soft power" ».

Focus sur Istanbul, capitale européenne de la Culture 2010

« L'art contemporain en ébullition sur le Bosphore ! » (Ouest France, 20 juin)

Lysiane J. Baudu (La Tribune, 2 juillet), et Yves Aumont (Ouest France, 20 juin) ne tarissent pas d'éloges sur la « *nouvelle capitale pour l'art contemporain* » (Ouest France). Le ton des articles est enthousiasmé et l'on y découvre avec plaisir les musées de la ville. Ainsi, le *Santral Istanbul*, abrité dans une ancienne centrale électrique et qui forme désormais le cœur du campus universitaire de Bilgi.

« *Premier musée d'art moderne de Turquie* » (Ouest France), *l'Istanbul Modern* abrite « *la plus belle collection d'art contemporain de la Turquie* » (LaTribune). S'y exposent des artistes turcs plus ou moins connus qui « *font jeu égal avec les plus grandes signatures internationales* ».

Sans oublier les musées déjà établis : le Pera Museum où l'on peut voir actuellement l'exposition Botero ou le Sabancı Museum.

Dernier espace ouvert, la galerie Arter/Space of Arts inauguré sur l'Istiklal et qui expose « *un tank en caoutchouc qui se gonfle et se dégonfle, menaçant ou comique* », « *une vidéo rigolote d'un présentateur qui voit son visage progressivement mangé par les indices boursiers* ». « *Moderne, mais encore prudent dans les choix, avec un penchant pour l'international, tel est le sentiment que donne l'exposition* ». Cela permet aux artistes turcs de se comparer à la scène mondiale et aux collectionneurs d'art contemporain de plus en plus nombreux dans la ville, où quelques 300 galeries se sont ouvertes ces derniers mois, de connaître les talents étrangers (La Tribune).

« *Koç, Sabancı, Ecsazcibasi... L'émergence récente de l'art contemporain en Turquie est le fait de quelques familles d'industriels qui rayonnent à l'international. Hier entrepreneur en bâtiment à Ankara, pharmacien à Izmir, récoltant de coton à Adana... Ils sont, une génération plus tard, à la tête de holdings qui (pour les Koç) comptent plus de 50 000 salariés à travers le monde. Piliers de la Tusiad (le Medef turc), ce sont eux les maîtres d'œuvre de cette aventure qui dépasse le cadre de l'art. Mécènes cosmopolites, collectionneurs et entrepreneurs avisés, ils investissent dans l'avenir et jouent l'ouverture* » (Ouest France)

« *Les grandes familles de la ville se disputent le monde de l'art, souligne Nuri Colakoglu, membre de la Tusiad, fédération des grands patrons turcs, qui finance également l'Institut du Bosphore, un centre de réflexion visant à rapprocher la Turquie de l'Europe. Une façon pour cette élite, de renforcer la modernité qui s'empare petit à petit de la ville* » (La Tribune).

Titre d'une exposition de calligraphie visible actuellement à Istanbul: « *Transcender les frontières avec le pinceau et la plume. Dans cette perspective, l'art contemporain place la Turquie non pas aux marches de l'Europe, mais au cœur du monde* » (Ouest France).

Dossier du mois : « La flottille de la paix »

Le 31 mai à l'aube, la marine israélienne a intercepté dans les eaux internationales une flottille chargée d'aide qui tentait de « briser » le blocus de la bande de Gaza. De violents affrontements ont opposé les commandos d'élite israéliens aux militants pro-palestiniens sur le navire amiral de la flottille, le ferry turc Mavi Marmara, faisant 9 morts de nationalité turque, et des dizaines de blessés (Libération, 14 juin).

Dès le 2 juin, le Parlement turc a demandé à son gouvernement de revoir ses « liens politiques, militaires et économiques avec Israël et de prendre les mesures efficaces nécessaires ». Attendant de la part d'Israël des excuses, la Turquie a appelé à « obtenir une enquête internationale et nous espérons que les Etats-Unis soutiendront notre demande » (AFP, 2 juin).

Les médias français reviennent largement sur les circonstances de l'abordage et sur la question de la présence d'armes à bord. De même, ils relaient la forte mobilisation des Turcs qui ont manifesté par dizaines de milliers, pour « fustiger Israël ».

« **La relation israélo-turque en péril** » (Le Monde, 2 juin)

Cette opération a déclenché une profonde crise diplomatique entre Israël et la Turquie. Condamnant un « massacre sanglant » et un acte de « terrorisme d'Etat », Recep Tayyip Erdogan a demandé qu'Israël soit « absolument puni pour son opération inhumaine » (AFP, 1^{er} juin). Attendant des excuses de la part d'Israël, M. Davutoglu a appelé à « obtenir une enquête internationale et nous espérons que les Etats-Unis soutiendront notre demande » (AFP, 2 juin). Dès le 2 juin, le Parlement turc a demandé à son gouvernement de revoir ses « liens politiques, militaires et économiques avec Israël et de prendre les mesures efficaces nécessaires ».

Il a appelé à la création d'une commission internationale indépendante et appelé Israël à s'excuser et à payer des compensations. Il demande par ailleurs au Conseil de Sécurité de l'ONU d'adopter une « résolution condamnant Israël et comprenant des sanctions » (AFP, 2 juin). Pour le président Gül, les relations Turquie-Israël « ne seront plus jamais les mêmes ». Israël se défend assurant avoir agi en « état de légitime défense » (Le Figaro, 3 juin).

Réactions internationales

L'Union européenne a appelé à l'ouverture d'une « enquête impartiale, transparente et conforme aux normes internationales » (Le Figaro, 3 juin). De très nombreux gouvernements ont condamné le raid et la pression sur Israël pour la levée du blocus de Gaza s'est considérablement accrue.

La provocation de Robert Gates

Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a déclaré que si « la Turquie penche vers l'est, c'est largement (...) parce qu'elle y a été poussée, poussée par certains pays en Europe qui refusent de donner à la Turquie le genre de lien organique avec l'Occident qu'elle recherche ». « Ceux qui disent que la Turquie a rompu avec l'Occident sont les agents d'une propagande mal intentionnée », a répondu le premier ministre turc, le 10 juin (Le Figaro, 11 juin). La France a répondu lors du séminaire de l'Institut du Bosphore le 11 juin, par la voix de Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes qui a déclaré : « La Turquie n'est pas "perdue" pour l'Europe et l'OTAN dès lors qu'elle s'affirmerait en Orient. (...) Personne n'a perdu la Turquie ! (...) la Turquie du XXI^e siècle retrouve plus que jamais sa vocation indispensable de pont entre deux mondes » (AFP, 11 juin et Le Figaro, 14 juin).